

Introduction à la macroéconomie - Dossier de TD n°2

Le carré magique et les principaux indicateurs de la performance macroéconomique

I. Documents joints

Document 1 : IUFM Paris, Une représentation graphique de la politique économique conjoncturelle : le carré magique, *TD informatique SES : Corrigé* [en ligne], disponible sur <http://sceco.paris.iufm.fr/tice2004/olivier/correction.htm>, page consultée le 24/09/2013.

Document 2 : Support de cours en économie www.toileses.org/premiere/2011_CH1_piloter_leconomie.pdf

Document 3 : Eurostat, « Tables préférées », (<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/themes>) et Banque de France, « Chiffres clés de la Zone Euro » (<http://webstat.banque-france.fr/fr/>) consulté le 24/09/2013

Document 4 : Bolaños, A., « Trouver l'équilibre : assainissement budgétaire, croissance et inégalités », *Le monde*, 18/11/2012.

Document 5 : L'éclairage de problèmes économiques, Rigueur ou relance, le débat n'en finit pas, *Problèmes économiques*, n. 3069, p. 39

Document 6 : Padoan, P.C., 2013, *Trouver l'équilibre : assainissement budgétaire, croissance et inégalités*, L'annuel de l'OCDE, <http://www.oecd.org/fr/economie/trouver-lequilibre.htm>, consulté le 24/09/2013

II. Questions

1. En vous appuyant sur le document 1 ainsi que sur vos recherches personnelles, définissez le concept de « carré magique » ; pour cela vous rappellerez et définirez les quatre indicateurs de performances macroéconomiques.
2. Expliquez la différence entre une politique conjoncturelle et structurelle. Quels sont les deux principaux instruments de la politique conjoncturelle, expliquez les.
3. Rappelez la définition du taux de chômage ; quelle est la différence entre le chômage conjoncturel et structurel ?
4. A partir des différentes informations mises à votre disposition construisez, sur un même graphique les carrés magiques de l'Espagne et de l'Autriche en 2012. Comparez-les.

III. Synthèse

En vous appuyant sur les documents ainsi que sur vos recherches personnelles, traitez le sujet suivant sous forme de plan détaillé.

Expliquez les impacts des politiques d'austérité sur les économies Européennes.

Document 1 : Une représentation graphique de la politique économique conjoncturelle : le carré magique**I/ Comment définir une politique économique conjoncturelle ?****A. La politique économique :**

La politique économique se compose d'une dimension conjoncturelle et une dimension structurelle. La politique économique conjoncturelle est une politique à court terme visant à orienter l'activité dans un sens jugé souhaitable. Elle se compose de deux éléments : la politique budgétaire et la politique monétaire. La politique économique structurelle est au contraire une politique au long terme visant à modifier durablement la structure de l'économie (comme la politique industrielle, la politique de concurrence....)

B. Présentation des objectifs de la politique économique conjoncturelle :

Le carré magique est une représentation graphique imaginée par l'économiste N. Kaldor résumant la situation conjoncturelle d'un pays à partir de quatre indicateurs : le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation (ou taux de croissance des prix à la consommation), le solde de la balance des transactions courantes (en % du PIB). Ces quatre indicateurs, dont la représentation graphique constitue les quatre côtés d'un carré, correspondent à quatre objectifs fondamentaux de la politique économique conjoncturelle : la croissance, le plein emploi de la main d'œuvre, la stabilité des prix et l'équilibre des échanges extérieurs

II/ Comment représenter les résultats de la politique économique conjoncturelle ?**A. Le principe de construction du carré magique**

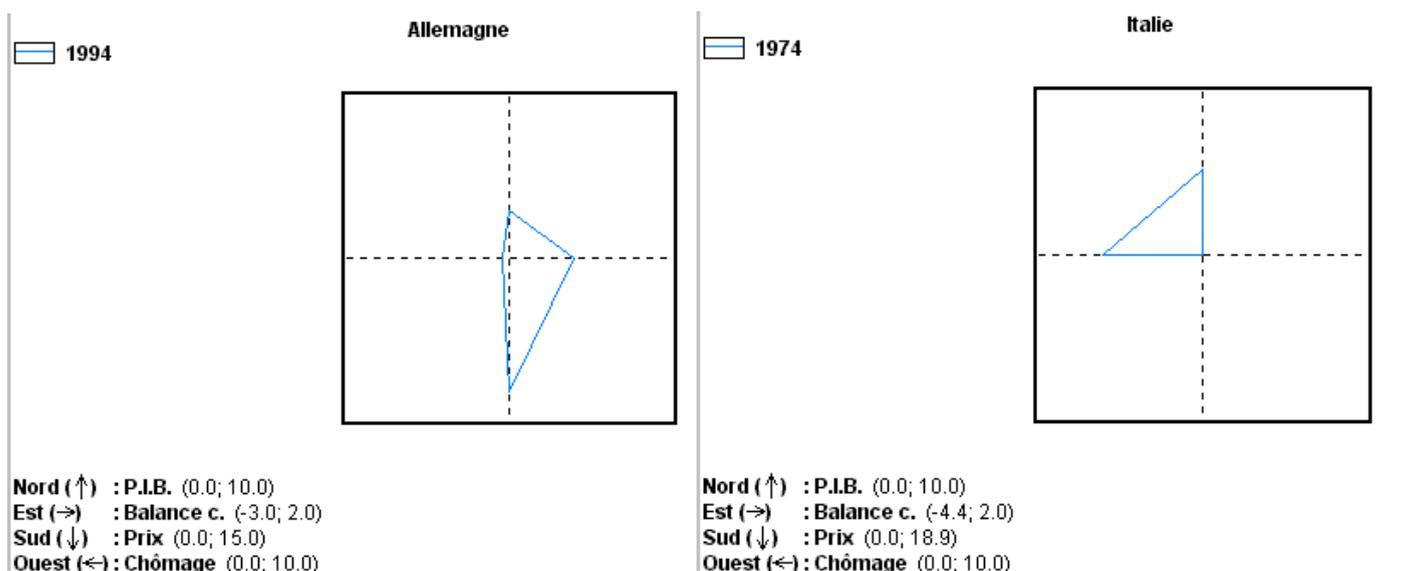
Les quatre objectifs de la politique économique conjoncturelle sont la croissance (taux de croissance du PIB), le plein emploi (taux de chômage), la stabilité des prix (inflation) et une balance commerciale excédentaire (solde des transactions courantes en % du PIB)

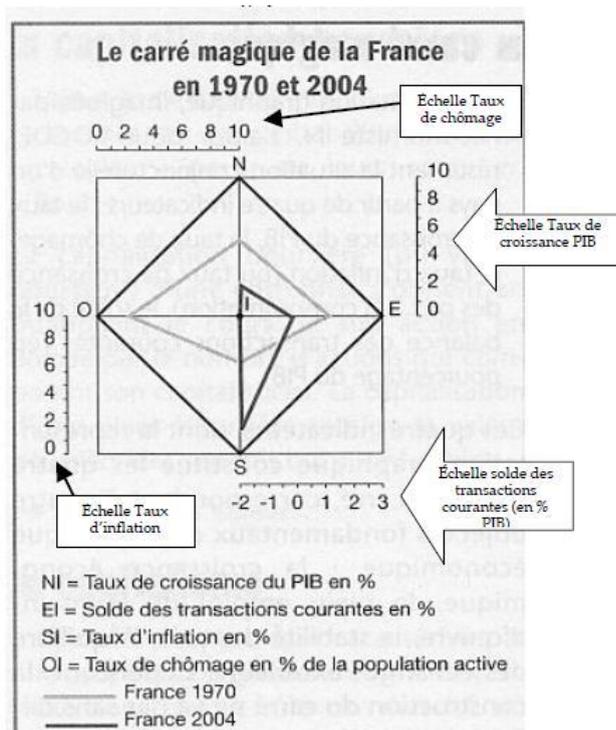
B. L'opposition entre les objectifs de la politique conjoncturelle

Pour l'Allemagne en 1994, les 2 objectifs prioritaires étaient la stabilité des prix et la balance commerciale excédentaire. Les objectifs de croissance et de plein emploi étant délaissés

Pour l'Italie de 1974, on obtient un résultat symétriquement inverse que la politique conjoncturelle de l'Allemagne de 1994 (c'est à dire priorité à la croissance et l'emploi au détriment de l'inflation et de l'équilibre commercial).

Dans l'ensemble, les politiques conjoncturelles des pays industrialisés (les carrés magiques) ressemblent de plus en plus à la politique Allemande où la lutte contre l'inflation est prioritaire. Cette convergence des politiques conjoncturelles s'explique par les engagements du traité de Maastricht concernant la mise en place de l'Euro (voir les critères de convergences).



Document 2 : Le carré magique de la France en 1970 et 2004**Document 3 : La situation macroéconomique de l'Autriche et de l'Espagne de 2010 à 2012**

| | | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|----------|-------|------|-------|
| Taux de croissance | Espagne | 1,7 | 2 | 0 |
| | Autriche | 1,8 | 2,8 | 0,9 |
| Taux d'inflation | Espagne | 2 | 3,1 | 2,4 |
| | Autriche | 1,7 | 3,6 | 2,6 |
| Taux de chômage | Espagne | 16,5 | 19,9 | 22,3 |
| | Autriche | 4,3 | 4,4 | 4,3 |
| Solde des transactions courantes en pourcentage du PIB | Espagne | -4,39 | -3,7 | -0,85 |
| | Autriche | 3,07 | 2,15 | 2,97 |

Source : Eurostat et Banque de France

Document 4 : Une cure de rigueur de 65 milliards d'euros

Une cure de rigueur de 65 milliards d'euros

Espagne Le chômage et la récession s'aggravent

En quatre ans, le changement de cap dans les mesures prises par le gouvernement espagnol a été radical. Au début de la crise, l'Espagne, appliquant les recettes du G20, fit le choix de la relance de l'économie par la dépense publique. A ce jour, le pays est le fidèle reflet des politiques d'austérité.

Quand le Parti populaire (PP) arrive au pouvoir, il y a moins d'un an, la liste des mesures de rigueur est déjà importante. Mais l'exécutif de Mariano Rajoy, pris à la gorge par un déficit supérieur à celui prévu et une énième attaque des spéculateurs, ne tarde pas à faire pâlir l'action de son prédécesseur. Les mesures d'austérité prévues entre 2012 et 2014 avoisinent les 65 milliards d'euros.

Sur le plan fiscal, l'impôt sur le revenu est corrigé à la hausse, atteignant des taux maximaux (52%). Un autre tour de vis fait passer le taux général de TVA à 21%, et l'on vide de sa substance le généreux système de déductions de l'impôt sur les sociétés.

Sur le front des dépenses, le gouvernement Rajoy abaisse une

nouvelle fois les rémunérations des fonctionnaires. En deux ans, le budget des ministères est passé de 66 milliards d'euros à 39 milliards d'euros ; les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissements ont chuté de moitié depuis 2008, la dépense en recherche et développement, de 40%.

Deux réformes se détachent des autres. Celle qui affecte le monde du travail, laquelle prévoit d'abaisser le coût du licenciement et des salaires. Et la réforme du secteur bancaire. Le gouvernement a d'ailleurs fini par souscrire un plan de sauvetage de la zone euro pour assainir ses banques.

Le rythme intensif des mesures de rigueur et des réformes aggrave la récession et le chômage. Mais c'est aussi le principal argument de Rajoy pour défendre la thèse selon laquelle, au cas où il faudrait souscrire un autre plan de sauvetage européen – cette fois pour garantir le paiement de la dette publique –, de nouvelles conditions ne seraient pas imposées au pays. ■

ALEJANDRO BOLAÑOS (EL PAIS)

*Traduit de l'espagnol par
François Pleyber*

Document 5 : Rigueur ou Relance, le débat n' en finit pas

L'éclairage de Problèmes économiques

RIGUEUR OU RELANCE, LE DÉBAT N'EN FINIT PAS

> La rigueur, une erreur de calcul ?

En 2010, dans un article intitulé « Growth in a Time of Debt » et publié en 2010 dans l'*American Economic Review*, deux économistes de l'université Harvard, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, pensaient avoir empiriquement démontré l'existence d'une corrélation entre un taux d'endettement public supérieur à 90 % et une récession moyenne de 0,1 %. Le taux de 90 % avait alors été brandi par nombre de décideurs politiques européens, au premier rang desquels Olli Rehn, commissaire européen responsable des politiques économiques, pour justifier le recours à l'austérité^[1]. Or, l'étude comportait plusieurs erreurs de données et de calcul, mis en évidence par trois économistes de l'University of Massachusetts Amherst (UMA). Correction faite, les pays faisant apparaître un endettement public supérieur à 90 % présentaient une croissance économique moyenne de 2,2 %.

Rogoff et Reinhart ont admis leur erreur, mais ont également défendu le message général de leur travail qui est confirmé par des études de la Banque des règlements internationaux (BRI) et du Fonds monétaire international (FMI). Par ailleurs, ils critiquent à leur tour le travail effectué par

les trois économistes de l'UMA, en particulier le fait d'avoir intégré à l'analyse des pays comme la Nouvelle-Zélande dont le taux de croissance élevé après la Seconde Guerre mondiale résulte d'une situation très spécifique qui aurait peu à voir avec le contexte actuel. D'autres économistes ont pris la défense de K. Reinhart et K. Rogoff. Selon eux, et au-delà du débat portant sur les chiffres, le mérite des deux économistes reste d'avoir relancé le débat sur l'avenir de la dette publique.

Cette controverse intervient six mois après l'autocritique à laquelle s'est livré le FMI à propos de sa mauvaise appréciation du coefficient multiplicateur.

Initialement estimé par l'institution à 0,5, il a été réévalué, par les mêmes experts, au bout de deux ans d'austérité infructueuse en Europe, pour se situer entre 0,9 et 1,7. Autrement dit, l'impact négatif d'une réduction des dépenses de l'État sur l'activité économique est beaucoup plus important que ce que laissaient supposer les évaluations premières des experts du FMI. Cette étude ne prend cependant pas en compte le niveau initial d'endettement public.

> « Governing by Numbers »

Pour l'économiste Philippe Légé, ces controverses sont symptomatiques d'une

tendance politique à ériger des chiffres en dogme pour donner une légitimité scientifique à l'austérité. Le débat serait ainsi biaisé par la fixation de seuils arbitraires, comme celui des 90 % de dette publique ou la règle des 3 % de déficit public inscrite dans le traité de Maastricht. Pour l'éditorialiste du *Financial Times*, Samuel Brittan, cette approche est le résultat d'une vision de l'économie comme science de la nature, au même titre, par exemple, que la physique. Il ne faut cependant pas oublier que les chiffres ont également une vertu importante : elles permettent de fixer des *benchmarks* comparables, dans leur fonction, à des règles constitutionnelles qui représentent un des rares moyens efficaces pour limiter le pouvoir exécutif.

> Le débat relancé

Malgré ces rebondissements, la Commission européenne, peu tentée par un changement de cap à quelques mois des élections législatives allemandes^[2], continue de prôner une politique de rigueur. Cependant, plusieurs pays de l'Union européenne (UE) ont récemment remis en cause cette ligne, appelant à un arbitrage entre croissance et austérité^[3].

La position de la Commission européenne reste néanmoins très souple. En mai 2013, la France et l'Espagne, en raison des difficultés rencontrées dans l'application de leurs

RIGUEUR OU RELANCE, LE DÉBAT N'EN FINIT PAS

plans de rigueur, se sont vus attribuer par la Commission un délai supplémentaire pour respecter les critères de Maastricht. Cette décision ne fait cependant pas l'unanimité, car elle est difficilement compatible avec le Pacte budgétaire signé en 2012 qui prévoit une meilleure coordination et surveillance des politiques budgétaires, ainsi que l'application de sanctions automatiques aux États en cas de non-respect de leurs engagements.

1 Selon le décompte réalisé par le journaliste espagnol Miquel Roig, cinq des sept derniers rapports de prévisions économiques réalisés depuis 2010 par la Commission européenne, font une référence explicite au seuil de 90 % tel que décrit par C. Reinhart et K. Rogoff.

2 Celles-ci auront lieu au mois de septembre 2013.

3 C'est notamment le cas de l'Italie, par la voix de son nouveau Premier ministre, Enrico Letta, et des Pays-Bas, dont le gouvernement libéral a renoncé le 15 avril 2013 à un plan de 5 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques. Le 23 avril, le Portugal a annoncé la mise en

place d'un plan de relance destiné aux petites et moyennes entreprises (PME).

Sources : Cassidy J. (2013), « The Reinhart and Rogoff Controversy : A Summing up » *The New Yorker.com*, 29 avril ; Lamant L. (2013), « Austérité : Bruxelles maintient son cap, malgré l'étude erronée », *Mediapart*, 18 avril ; Lesechos.fr ; Légié P. (2013), « Commission européenne : Governing by Numbers ? », *Mediapart*, 18 avril ; Brittan S., « Rogoff, Reinhart and the Spell of Magic Numbers », *Financial Times*, 3 mai ; Plickert P. (2013), « Wie schädlich sind Staatsschulden ? », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 avril.

Document 6 : Trouver l'équilibre : assainissement budgétaire, croissance et inégalités

Trouver l'équilibre : assainissement budgétaire, croissance et inégalités

Pier Carlo Padoan, Chef économiste et secrétaire général adjoint de l'OCDE

Pratiquer l'austérité pour restaurer les finances publiques peut ajouter aux difficultés d'économies déjà malmenées, entraîner des suppressions d'emplois et accroître la détresse sociale. Il existe pourtant des moyens de remettre de l'ordre dans les finances publiques tout en encourageant la croissance et en réduisant les inégalités de revenus.

La crise qui touche les économies de l'OCDE en est à sa sixième année, pourtant des efforts considérables restent nécessaires pour assainir durablement les finances publiques tout en favorisant la croissance. Parallèlement, il devient urgent de répondre aux problèmes sociaux croissants, en luttant contre l'exclusion et les inégalités. L'exercice tient de l'équilibrisme, et rares sont les pays qui pourront s'y soustraire. Les deux plus grandes économies de l'OCDE, les États-Unis et le Japon sont d'ailleurs ceux où le besoin d'assainissement budgétaire est le plus criant, de l'ordre de 10 % du PIB. Les besoins d'assainissement sont également vastes dans les pays en crise de la zone euro et au Royaume-Uni.

Quel impact de tels efforts, significatifs et prolongés, auront-ils ? Les stratégies d'assainissement budgétaire, bien qu'importantes, ont été accusées d'ajouter aux difficultés d'économies déjà malmenées, d'aggraver le chômage et d'accentuer la détresse sociale. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les multiplicateurs budgétaires, c'est-à-dire l'effet récessif de chaque point de pourcentage de réduction du déficit budgétaire d'un pays. Bien que le niveau de ces multiplicateurs, très variable d'un pays à l'autre et selon l'époque, fasse débat, une chose est sûre : il a été sous-estimé. Si les multiplicateurs sont plus élevés que d'habitude, c'est principalement qu'en raison de taux d'intérêts faibles, voire nuls, la politique monétaire peine à compenser l'impact négatif des politiques d'austérité.

En outre, lorsque plusieurs pays commercialement liés durcissent simultanément leur politique, le vent d'austérité soufflant sur l'un d'eux est ressenti par ses partenaires, ce qui exacerbe l'impact négatif des mesures engagées. Pour autant, vu l'accumulation de la dette publique et la nécessité de rétablir la confiance des marchés de capitaux, les pouvoirs publics n'ont guère d'autre choix que de poursuivre l'assainissement budgétaire. En effet, une dette forte et croissante finit par éroder la croissance et par fragiliser les économies.

L'effet de cette austérité sur les inégalités de revenus préoccupe grandement les pouvoirs publics. Avant la crise déjà, dans plusieurs pays de l'OCDE, ces inégalités montraient une tendance inquiétante à la hausse et depuis, il est probable qu'elles se soient accentuées. L'indice de Gini, qui mesure la répartition du revenu disponible, 0 indiquant que tous les ménages perçoivent le même revenu et 1 qu'un seul ménage perçoit tous les revenus, est passé en moyenne de 0,25 au milieu des années 1980 à environ 0,3. En outre, la crise financière a braqué les projecteurs sur les primes excessives distribuées dans le secteur financier, sources de distorsions et considérées par beaucoup comme l'un des principaux responsables de la crise.

Le risque est réel que l'assainissement budgétaire creuse ces inégalités, attisant une colère sociale qui pourrait menacer jusqu'aux programmes les mieux conçus et les plus légitimes, voire déstabiliser les institutions publiques, dont l'UE. Savoir si l'accroissement des inégalités peut aussi saper la croissance fait aussi débat. Par exemple, la concentration des revenus et de la richesse dans peu de mains peut aboutir à des décisions financières hasardeuses, néfastes à la croissance. La baisse des revenus ou la hausse de la pauvreté risque aussi de nuire à la productivité.

La situation est grave. La plupart des plans d'assainissement actuels reposent essentiellement sur la réduction des dépenses publiques. En données corrigées des variations conjoncturelles, les transferts sociaux devraient diminuer dans quasiment la moitié des pays de l'OCDE, mais les impôts sur le revenu des ménages vont y augmenter. L'effet redistributif net de toutes ces mesures combinées risque donc d'être négatif, et c'est ce qu'il faut éviter.

Heureusement, malgré le resserrement déjà opéré, il est encore possible aux pays de réajuster leur effort d'assainissement afin d'obtenir plus de viabilité budgétaire, de croissance et d'équité. Pour cela, les pouvoirs publics doivent agir sur les deux termes de l'équation budgétaire, tout en introduisant des réformes structurelles.

Du côté des dépenses, réduire les prestations et autres transferts monétaires amplifie souvent beaucoup les inégalités. Il est néanmoins possible de faire en sorte que les plus bas revenus soient moins touchés et de prévoir parallèlement des mesures structurelles minimisant, voire éliminant, tout effet indésirable sur la répartition de la richesse.

Ainsi, les baisses d'allocations chômage touchent généralement davantage les plus défavorisés, surtout lorsque la faiblesse de l'activité économique les empêche d'être compensées par une hausse de l'emploi. Ces mesures ne sont peut-être pas souhaitables lors de récessions profondes et prolongées comme celle que nous connaissons. De plus, les pays de l'OCDE ont encore beaucoup de latitude pour améliorer leurs systèmes prestations-impôts, notamment les pensions d'invalidité, afin de promouvoir l'emploi et l'équité. Ces mesures doivent être renforcées par des réformes structurelles, pour soutenir par exemple les politiques de lutte contre le chômage maintenant les chômeurs en contact avec le marché du travail, ou par des dispositifs facilitant la création et la gestion d'entreprises, sources de richesse et d'emploi.

Reculer l'âge effectif de départ à la retraite serait un autre levier d'action pertinent. L'espérance de vie étant aujourd'hui élevée, de nombreuses personnes encore jeunes partent à la retraite, et connaissent souvent une baisse de revenu. Repousser l'âge de la retraite, c'est potentiellement augmenter les revenus, réduire les inégalités et stimuler l'activité économique. Certes, agir sur ce levier n'entraînera pas d'économies budgétaires immédiates, mais cela devrait au moins rassurer les marchés de capitaux et les convaincre que les perspectives budgétaires à long terme sont dans de bonnes mains.

Réformer l'éducation et la santé, deux grands postes de dépenses vitales pour le bien-être social et le progrès, devrait également être une priorité. La plupart des pays jouissent d'une marge de manœuvre confortable pour accroître l'efficacité des systèmes de santé et d'éducation, et ainsi réaliser d'importantes économies sans sacrifier l'équité ou la qualité des services, voire en les améliorant. Ces gains pourraient néanmoins mettre plusieurs années à se concrétiser et ralentir la croissance de l'emploi à court terme.

Le volet recettes des politiques budgétaires mérite une attention particulière, car réduire certaines dépenses fiscales peut accroître l'équité et stimuler la croissance économique. Nombre de dépenses fiscales ont été adoptées sans examen sérieux des effets sur le bien-être, sauf exceptions comme les crédits d'impôt sur le revenu ou les allègements de cotisations sociales sur les bas salaires. Nombre d'autres allègements fiscaux à des titres divers (soins de santé, garde d'enfants, éducation, logements occupés par leur propriétaire ou épargne) voient leur intérêt croître dans les tranches supérieures d'imposition. Ces mesures, coûteuses et peu efficaces en termes d'équité, doivent être réexaminées.

En revanche, des augmentations d'impôt propres à favoriser l'égalité sans avoir trop d'impact sur la croissance à long terme, comme dans l'immobilier, doivent être envisagées. Mais il faut d'abord bien prendre en compte l'état du marché du logement, en crise dans de nombreux pays. Pour plus d'efficacité, d'autres mesures pourraient être utiles comme l'évaluation correcte (et probablement onéreuse) des biens. Alourdir l'imposition des revenus du capital favoriserait l'équité sans forcément fausser la croissance ; baisser les impôts sur le travail pour relever la fiscalité verte donnerait également des résultats positifs.

L'assainissement budgétaire doit se poursuivre, mais d'importants progrès ont été réalisés, notamment en Europe, grâce à des mesures adaptées. Si davantage de réformes comparables avaient été faites ces deux dernières années, l'économie commencerait sans doute à en bénéficier. Le plus dur, espérons-le, est derrière nous, mais il est encore temps pour les décideurs des pays de l'OCDE de réformer et de mettre davantage l'accent budgétaire sur les dépenses fiscales, dans l'intérêt de la croissance durable comme de l'égalité.